

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
DE COORDINATION DES
CONTRÔLES PORTANT
SUR LES FONDS EUROPÉENS**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
N° 08-048-01**

RAPPORT

**d'audit du système de gestion et de contrôle du programme européen
cofinancé par le FEDER Objectif 2 Bretagne**

- AOÛT 2008 -

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
DE COORDINATION DES
CONTRÔLES PORTANT
SUR LES FONDS EUROPÉENS**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
N° 08-048-01**

RAPPORT

d'audit du système de gestion et de contrôle du programme européen

cofinancé par le FEDER Objectif 2 Bretagne

établi par :

**MM. Alain LARANGE et Gérard BOUGRIER, inspecteurs généraux de l'administration,
Mmes Hélène de COUSTIN, Sylvie ESCANDE-VILBOIS, inspectrices de l'administration,
M. Stanislas de CHERGE, inspecteur de l'administration**

Avec la collaboration de Mlle Patricia BOCHAIN, chargée de mission à la CICC-FS

- AOÛT 2008 -

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
I. ORGANISATION DU SYSTEME DE GESTION ET DE CONTROLE ET RESULTATS OBTENUS	2
1.1. ORGANISATION GENERALE ET OUTILS	2
1.2. LES DONNEES DU PROGRAMME.....	3
1.2.1. <i>Avancement du programme en €</i>	3
1.2.2. <i>Avancement et résultats des contrôles par sondage</i>	4
1.3. CONCLUSIONS DES PRECEDENTES MISSIONS D'AUDIT.....	4
1.4. DEROULEMENT DE LA MISSION.....	9
II. AUDIT DU SYSTEME DE GESTION ET DE CONTROLE.....	11
2.1. VERIFICATION DE LA PISTE D'AUDIT	11
2.1.1. <i>Instruction</i>	11
2.1.2. <i>Programmation</i>	12
2.1.3. <i>Engagement</i>	13
2.1.4. <i>Contrôle du service fait (CSF) au titre de l'article 4 du règlement 438/2001</i>	15
2.1.5. <i>Contrôle qualité de la gestion et dispositif d'alerte</i>	17
2.1.6. <i>Conclusions sur la vérification de la piste d'audit</i>	18
2.2. VALIDITE DES CONTROLES DES DEPENSES PAR SONDAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 10 DU REGLEMENT 438/2001	20
2.2.1. <i>Représentativité de l'échantillon contrôlé</i>	20
2.2.2. <i>Réalisation des contrôles par sondage</i>	20
2.2.3. <i>Suites données aux contrôles par sondage</i>	23
2.2.4. <i>Conclusions sur la procédure de contrôles par sondage</i>	26
2.3. FIABILITE DES CHIFFRES CERTIFIES A LA COMMISSION	26
2.3.1. <i>Utilisation de l'application PRESAGE</i>	26
2.3.2. <i>Contrôles qualité certification</i>	27
2.3.3. <i>Conclusion sur la fiabilité des chiffres certifiés à la Commission européenne</i>	29
2.4. OBSERVATIONS SUR LES DOSSIERS EXAMINES PAR LA MISSION.....	30
II. CONCLUSION GENERALE	30
CONCLUSIONS DE LA MISSION SUR LES REPONSES APORTEES AUX OBSERVATIONS FORMULEES SUR LES DOSSIERS EXAMINES	
ANNEXES DU RAPPORT	
REPONSES DU PREFET DE REGION SUR LES DOSSIERS EXAMINES PAR LA MISSION (LES REPONSES AUX OBSERVATIONS GENERALES SONT INTEGREES AU CORPS DU RAPPORT) ET ANNEXES	

PROGRAMME AUDITE	FEDER Bretagne programme Objectif 2
-----------------------------	--

Introduction	
Dates, base juridique et objet de l'audit	<p><u>Dates</u> : du 7 au 11 janvier 2008.</p> <p><u>Base juridique</u> : chapitre V du règlement (CE) n° 438/2001 de la Commission européenne du 2 mars 2001, article 60 de la loi de finances rectificative pour 2002 du 30 décembre 2002 et article 4 du décret n° 2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens (CICC-FS).</p> <p><u>Objet de l'audit</u> : examen du système de gestion et de contrôle du programme européen cofinancé par le FEDER dont l'autorité de gestion est le préfet de la région Bretagne (programme objectif 2). Évaluation de la conformité du système mis en place par l'autorité de gestion à la réglementation communautaire, singulièrement aux règlements (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 et n° 438/2001 précité, et aux orientations nationales, en particulier à la circulaire du Premier ministre du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels.</p>

I. Organisation du système de gestion et de contrôle et résultats obtenus	
1.1. Organisation générale et outils	
Autorité de gestion	Préfet de la région Bretagne.
Organisation de l'autorité de gestion	La « mission Europe » du secrétariat général aux affaires régionales (SGAR) est responsable de la gestion du programme objectif 2 (animation, gestion, contrôle). <i>Cf. annexe 2 : organigramme du département Europe du SGAR</i>
Éventuellement, organismes gestionnaires de subvention globale	<p>Trois organismes bénéficient de subventions globales : le conseil régional de Bretagne, OSEO-Innovation et l'ADEME.</p> <p>A/ Le conseil régional bénéficie de quatre subventions globales gérées par la mission de coordination des programmes européens rattachée au directeur général adjoint chargé de l'aménagement du territoire (<i>cf. annexe 2 : organigramme de la mission coordination des programmes européens du conseil régional</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesure 15, « poursuivre le développement de l'enseignement supérieur en lien avec le développement économique et social », convention signée le 27 juin 2003 ; le montant de la subvention globale a été porté à 16 379 500 € en dépenses totales et 6 883 000 € en FEDER par l'avenant du 11 juin 2007 ; - mesure 26, « volet territorial », convention du 24 août 2004, pour un montant de 55 704 175 € en dépenses totales et 17 825 336 € en FEDER ; - mesure 27, « Îles du Ponant », convention signée le 27 juin 2003, complétée par un avenant du 30 décembre 2005, pour un montant de 7 831 688 € en dépenses totales et 1 957 922 € de FEDER ; - mesure 36, « valoriser les atouts en matière de tourisme », convention du 2 octobre 2003 dont l'avenant du 23 juin 2005 a porté le montant à 90 322 580 € en dépenses totales et 28 000 000 € en FEDER. <p>B/ OSEO-Innovation gère la mesure 35, « développer l'innovation dans les entreprises », par convention du 29 août 2002 dont la dernière modification date du 24 avril 2006 pour un montant de dépenses de 20 000 000 € et 5 000 000 € de FEDER.</p> <p>C/ L'ADEME gère la mesure 25, « énergie et déchets » par convention du 29</p>

	juillet 2003, dont le montant en dépenses totales s'élève à 69 769 972 € pour 25 278 975 € de FEDER (avenant du 23 juin 2005). Sur cet ensemble de mesures, les gestionnaires des subventions globales bénéficient d'une enveloppe d'environ 2 % de l'aide communautaire au titre de l'assistance technique.
Autorité de paiement	Préfet de la région Bretagne. Le trésorier-payeur général de région (TPG) est autorité de paiement déléguée en vertu d'une convention signée avec le préfet de région, datée du 26 décembre 2002. L'autorité de gestion a choisi la procédure de remboursement de la contribution communautaire au taux de chaque opération.
Guide de procédures	Le guide des procédures date de décembre 2006. Très clair et à jour, il comporte des fiches actions qui suivent la piste d'audit et des documents-type de bonne qualité.
Organisation de la programmation	La commission régionale de programmation (CRPE) comprend le préfet de région, les préfets de département, les présidents du conseil régional et des conseils généraux, les présidents des agglomérations éligibles, le trésorier-payeur général, les présidents des chambres consulaires, le délégué régional de l'ADEME et le directeur régional d'OSEO-Innovation, la mission Europe et les services instructeurs. La périodicité des réunions du CRPE est mensuelle. Les opérations gérées par le conseil régional sont présentées devant le comité de concertation des cofinanceurs, où l'Etat est représenté, puis programmées chaque mois par la commission permanente du conseil régional dont les décisions sont transmises à la CRPE. La programmation d'OSEO-Innovation est organisée via le CRAAI (comité régional d'aide à l'innovation) ; celle de l'ADEME selon un système thématique : comité de gestion des déchets ou comité de gestion de l'énergie et passage en comité régional.
Ordonnancement	Le préfet de région (SGAR), les préfets de département et les gestionnaires de subvention globale sont, chacun pour ce qui les concerne, ordonnateurs des crédits FEDER.
Organisme(s) ayant effectué les contrôles par sondage	Les contrôles par sondage sont effectués par la cellule contrôle et contentieux du SGAR en étroite collaboration avec la TGR. Des équipes de contrôle départementales habilitées renforcent le dispositif. Le conseil régional organise les contrôles par sondage dans le cadre des subventions globales dont il bénéficie : la mission de contrôle est rattachée à la direction des affaires juridiques et les contrôles sont externalisés.

1.2. Les données du programme

1.2.1. Avancement du programme en €

Dépenses totales éligibles prévues (dernière maquette datée du 14 juin 2007) (1)	1 288 681 378
FEDER prévu (dernière maquette datée du 14 juin 2007) (2)	382 424 663
Dépenses totales programmées au 26 octobre 2007 (3)	1 508 630 903,47
FEDER programmé au 26 octobre 2007 (4)	378 627 189,08
Dépenses totales éligibles justifiées au 26 octobre 2007 (5)	1 243 512 551,12
FEDER justifié au 26 octobre 2007 (6)	314 675 870,12
Taux de programmation DTE (7 = 3 / 1)	117,07 %
Taux de programmation FEDER (8 = 4 / 2)	99,01 %
Taux de réalisation DTE / programmation (9 = 5 / 3)	82,43 %
Taux de réalisation FEDER / programmation (10 = 6 / 4)	83,11 %

Montant d'un éventuel dégagement d'office	0,00
1.2.2. Avancement et résultats des contrôles par sondage	
Dépenses totales éligibles déclarées ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage (11)	80 998 987,69
Pourcentage des dépenses totales éligibles déclarées dans le cadre du programme couvert par les contrôles (12 = 11/5)	6,51 %
Montant des dépenses éligibles affectées par des erreurs ou des irrégularités (13)	2 255 453,27
Taux de dépenses irrégulières (14 = 13 / 11)	2,78 %
Nombre d'erreurs / d'irrégularités détectées	25
Nombre d'erreurs / d'irrégularités supérieures à 4 000 € (FEDER) détectées à la suite de la phase contradictoire (10 000 € pour les irrégularités signalées après le 1 ^{er} janvier 2006)	7
Montant total du FEDER inéligible, recouvré ou à recouvrer :	
– par ordre de reversement	952 660,88
– par refaction sur solde	-
Montant total du FEDER effectivement recouvré au 26 octobre 2007	360 380,47
<i>Cf. annexe 3 : état d'avancement du programme et des contrôles par sondage fourni par le département Europe du SGAR.</i>	
1.3. Conclusions des précédentes missions d'audit	
Dates de la dernière mission de la CICC-FS	Du 23 au 27 mai 2005.
Date du précédent rapport de la CICC-FS	Janvier 2006 (rapport définitif après procédure contradictoire).
Principales conclusions de ce rapport	<p>A l'issue de la mission du 23 au 27 mai 2005, la CICC-FS a relevé des améliorations sur plusieurs points par rapport à la mission effectuée en juin 2001. Le système de gestion était globalement considéré comme bien maîtrisé.</p> <p>Plusieurs ajustements ont cependant été demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en conformité la convention de subvention globale de l'ANVAR ; - préciser systématiquement les critères d'éligibilité des bénéficiaires ultimes des opérations collectives ; - mettre en conformité les opérations en paiement alternatif ; - améliorer la précision des annexes techniques et financières des conventions ; - améliorer le document-type de CSF et veiller à son utilisation systématique ; - adapter la norme locale prévue de 15 à 20 % de visites sur place dans le cadre des CSF ; - mettre en place des contrôles qualité gestion au conseil régional, incluant les prestataires choisis pour effectuer les CSF et les paiements ; - porter rapidement le taux de contrôles par sondage aux 5 % requis et saisir les corrections financières dans PRESAGE, ce qui doit être vérifié par l'autorité de paiement déléguée ; - modifier le dispositif prévu pour les appels de fonds afin de permettre à l'autorité de paiement déléguée d'effectuer ses contrôles avant l'envoi de la certification des dépenses à la Commission européenne et exclure des appels de fonds toute dépense incertaine ; - vérification, par l'autorité de paiement déléguée, qu'elle reçoit bien tous les CSF au fil de l'eau ;

	<p>- accroître le nombre de contrôles de cohérence CSF-PRESAGE effectués par l'autorité de paiement déléguée ;</p> <p>- cibler les contrôles qualité certification sur les services les moins performants.</p> <p>A l'issue de la procédure contradictoire, la mission avait demandé des compléments sur sept points et sur cinq dossiers individuels ; les réponses apportées par le préfet de région ont fait l'objet d'une note d'analyse de la CICC-FS (IGA) du 5 septembre 2006, qui concluait à la clôture de l'audit.</p>
Suivi de ce rapport (dates de la mission de suivi, principales conclusions, mesures prises)	Sans objet.
Avis de la CICC sur les mesures prises pour répondre à ses demandes	Sans objet.
Audits réalisés par d'autres organismes nationaux ou communautaires (dates et principales conclusions)	<p>Audit de la Commission européenne (DG-REGIO) du 3 au 7 juillet 2006 et du 4 au 8 septembre 2006 : audit de système, examen de 12 dossiers d'opérations puis contrôle sur place de huit opérations, dans un second temps.</p> <p><u>Principales conclusions du rapport d'audit soumis à la procédure contradictoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - piste d'audit adéquate ; - améliorations à apporter au CSF : documents-type à compléter et CSF à réaliser pour chaque demande de paiement intermédiaire ; - application PRESAGE suffisamment déployée. <p style="text-align: center;">***</p> <p>Demandes et plan d'actions (la numérotation des observations et conclusions reprend celle du corps du rapport, les actions répertoriées sont celles de la liste du plan d'actions qui figure en fin du rapport) :</p> <p><u>Points 1, 2 et 3 du plan d'actions : contrôle de service fait</u> (art 4 règlement 438/2001) :</p> <p>Conclusion n° 1 : le document-type de CSF devrait être complété par la référence aux règles de passation des marchés publics, à l'octroi des aides de l'Etat, à la protection de l'environnement, ainsi qu'aux conditions particulières mentionnées dans la convention.</p> <p>Conclusion n° 2 : il n'existe pas d'action corrective pour les opérations intermédiaires non soldées n'ayant pas fait l'objet d'un CSF lors des demandes de paiement mais d'un certificat de paiement.</p> <p>Conclusion n° 3 : aucun outil ne permet de vérifier qu'une visite sur place est effectuée dans 15 à 20 % des cas comme le prévoit le guide de procédures.</p> <p>Demandes (actions proposées 1.1, 2.1, 3.1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compléter le document-type de CSF. - Mettre en place une action corrective pour les opérations non soldées qui n'ont pas fait l'objet de CSF. - Valider une méthode d'échantillonnage et un outil de suivi des vérifications physiques. <p><u>Points 4 à 8 du plan d'actions :</u></p> <p>Conclusion n° 4 : certaines annexes techniques et financières des conventions sont incomplètes ; ce point a été cependant nettement amélioré après la visite de la CICC-FS.</p> <p>Demande (action proposée 4.1) : porter une attention particulière à</p>

	<p>l'identification des dépenses éligibles dans les annexes afin de faciliter l'instruction et le contrôle des opérations sous-jacentes.</p> <p>Conclusion n° 5 : le rapprochement entre le montant des dépenses présentées par le bénéficiaire final et le montant retenu par le contrôleur lors du CSF n'est pas toujours matérialisé, bien que cela soit prévu au document-type de CSF.</p> <p>Demande (action proposée 5.1) : lister de manière exhaustive les dépenses non retenues au moment du CSF et en préciser le motif ; effectuer un rappel de l'autorité de gestion en direction des services instructeurs sur ce point.</p> <p>Conclusion n° 6 : le récapitulatif des dépenses présenté par le bénéficiaire final ne suit pas toujours les postes de dépenses de l'annexe technique et financière.</p> <p>Demande (action proposée 6.1) : recommander aux services instructeurs de demander aux bénéficiaires de présenter des récapitulatifs qui suivent les postes de dépenses des annexes techniques et financières.</p> <p>Conclusion n° 7 : les avenants aux conventions prolongeant la date de réalisation des opérations sont parfois postérieurs de plusieurs mois à la date d'achèvement figurant dans les conventions.</p> <p>Demande (action proposée 7.1) : mettre en place une procédure identifiant en amont les opérations nécessitant une extension du délai de réalisation ou d'un report de la date finale d'éligibilité.</p> <p>Conclusion n° 8 : l'opération n° 187 est inéligible dans sa totalité car l'entreprise n'a pas tenu ses objectifs en matière d'emplois.</p> <p>Demande (action proposée 8.1) : informer la DG REGIO des suites données.</p> <p><u>Point 9 du plan d'actions : suivi de l'audit CICC-FS : opérations en paiement alternatif</u></p> <p>Conclusion n° 9 : la CICC-FS avait relevé que, pour les opérations en paiement alternatif, les conventions et les annexes techniques et financières manquaient de précision quant à la mention de la participation européenne et des obligations qui en découlent.</p> <p>Demande (action proposée 9.1) : établir une liste des opérations en paiement alternatif concernées et informer clairement les bénéficiaires du financement FEDER et des obligations qui en découlent.</p> <p><u>Point 10 du plan d'actions : autorité de paiement déléguée</u></p> <p>Conclusion n° 10 : l'autorité de paiement déléguée ne peut prouver qu'elle détient tous les CSF.</p> <p>Demande (action proposée 10.1) : mettre en place une procédure pour s'assurer de l'exhaustivité de la transmission des CSF ; toute dépense saisie dans PRESAGE, n'ayant pas fait l'objet d'un CSF ou pour laquelle il existe une discordance entre le montant du CSF et PRESAGE doit être retirée de la déclaration de dépenses.</p> <p><u>Points 11, 12 et 13 du plan d'actions : contrôles par sondage</u></p> <p>Conclusion n° 11 : absence d'uniformisation de la méthodologie d'échantillonnage entre la cellule contrôle du SGAR et celle du conseil régional, concernant notamment les critères de risques.</p> <p>Demande (action proposée 11.1) : uniformiser la méthodologie d'échantillonnage sur la base de celle du SGAR.</p>
--	--

	<p>Conclusion n° 12 : le taux de contrôle est très faible sur certaines mesures, notamment sur la mesure 26 (conseil régional).</p> <p>Demande (action proposée 12.1) : rééquilibrer le taux de contrôle par mesure.</p> <p>Conclusion n° 13 : le montant des dépenses contrôlées ne figure pas systématiquement dans le rapport de contrôle ; pour un des contrôles du conseil régional, seul un échantillon de pièces a été contrôlé sans que la méthode d'échantillonnage ait été précisée et le tableau récapitulatif des contrôles prend en compte, dans ce cas, la totalité des dépenses déclarées lors du CSF ; pour l'opération n° 170, le rapport conclue à un reversement mais le montant de dépenses inéligibles ne figure pas dans le tableau récapitulatif des contrôles.</p> <p>Demande (action proposée 13.1) : mettre à jour le tableau récapitulatif des contrôles.</p> <p><u>Point 14 du plan d'actions : opérations contrôlées</u></p> <p>Conclusion n° 14 : le contrôle sur place des opérations a mis en évidence quelques points qui demandent des actions correctives.</p> <p>Demande (action proposée 14.1) : réponses à apporter sur cinq des huit opérations examinées (opérations 3974, 8988, 1746 sans observation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apposition d'une plaque commémorative au terme de l'opération (n° 2260) ; - justification de l'éligibilité des coûts d'acquisition d'un terrain (n° 3889) ; - vérification lors du CSF de solde de la condition de création d'emplois et du respect des règles de publicité (n° 2776) ; - mise en concurrence pour la restauration d'un monument historique dans le cadre de la passation de marchés publics de services, prise en compte des recettes (n° 1628) ; répartition des dépenses entre deux opérations (n° 1626 et 1628).
Mesures prises pour répondre aux demandes des auditeurs de la DG-REGIO	<p><u>Réponse du préfet de région le 18 décembre 2006 :</u></p> <p>Actions proposées 1.1, 2.1 et 3.1 : le CSF a été aménagé en fonction des recommandations des auditeurs ; le modèle de CSF introduit dans PRESAGE le 01/01/2006 est utilisé par les services instructeurs. Un contrôle systématique de cohérence a été entrepris entre les CSF et PRESAGE et les corrections nécessaires apportées. Une méthode de calcul pour les visites sur place par service instructeur et par mesure a été élaborée et chaque service doit saisir ces visites dans PRESAGE. Le suivi est effectué par l'autorité de gestion pour chaque rapport annuel. Au 3 octobre 2006, 857 sur 2602 dossiers soldés avaient fait l'objet d'une visite sur place de solde, soit 32,95 %.</p> <p>Action proposée 4.1 : les instructions nécessaires ont été données ; la dernière version de l'annexe financière qui figure dans le guide des procédures actualisé propose à titre d'exemple les principaux postes de dépenses pour inciter les gestionnaires à les détailler.</p> <p>Action proposée 5.1 : le CSF comporte désormais la liste détaillée des dépenses présentée par le bénéficiaire, les dépenses inéligibles et le motif de rejet.</p> <p>Action proposée 6.1 : la lettre de notification aux bénéficiaires précise la nécessité de faire remonter chaque trimestre les factures par poste de dépenses et la convention financière prévoit que le bénéficiaire doit déposer un état récapitulatif par poste de dépenses et par année civile.</p>

<p><u>Eléments complémentaires ajoutés au titre du rapport définitif, en août 2008</u></p>	<p>Action proposée 7.1 : la cellule animation et gestion édite mensuellement la liste des opérations en cours arrivant à échéance (date de fin d'opération dans PRESAGE), vérifie si les dossiers ont fait l'objet d'une demande de modification de calendrier, adresse la liste des dossiers non prorogés aux services instructeurs pour qu'ils interrogent les maîtres d'ouvrage sur les raisons pour lesquelles ils n'ont pas reçu de demande en ce sens.</p> <p>Action proposée 8.1 : une procédure contradictoire a été engagée auprès du liquidateur qui a confirmé que l'entreprise bénéficiaire a été déclarée en liquidation judiciaire et, que les « créances chirographaires sont irrécouvrables ».</p> <p>Action proposée 9.1 : la préfète de région a adressé un courrier aux 457 maîtres d'ouvrage concernés rappelant le financement au titre du programme objectif 2 et les obligations en découlant. Les conventions ont été modifiées pour prendre ces points en compte. La CRCI a procédé à une vérification et à une actualisation des CSF (transmission de 374 CSF à l'autorité de paiement déléguée pendant l'été 2006).</p> <p>Action proposée 10.1 : la vérification de tous les CSF et de leur mention effective dans PRESAGE a permis de constater l'absence de 1 116 documents ; les services instructeurs ont produit 1 048 documents dans le délai d'un mois ; des moyens supplémentaires ont été affectés par l'autorité de paiement déléguée au croisement systématique entre les CSF et PRESAGE ; les erreurs de saisie ont été corrigées et les dépenses non certifiées ont été retirées de l'appel de fonds de novembre 2006.</p> <p>Action proposée 11.1: la méthodologie d'échantillonnage est désormais la même : les documents de procédure de l'autorité de gestion et du conseil régional ont été modifiés en ce sens.</p> <p>Action proposée 12.1 : les contrôles inscrits dans les plans de contrôle permettent le rééquilibrage par mesure.</p> <p>Action proposée 13.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° 1489 : le volume de dépenses contrôlées a été réduit à la proportion de 60 % de celles-ci ; un rappel a été effectué sur les procédures à suivre lors d'un contrôle des factures par échantillon. - n° 170 : le reversement est dû à un surfinancement (point modifié lors de la mise en place du nouveau tableau B1). <p>Action proposée 14.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° 2260 : plaque commémorative apposée ; - n° 2776 : délai de réalisation prorogé, plaque commémorative apposée ; - n° 3889 : justification de l'achat du terrain apportée ; - n° 1628 : deux décrets en cours de rédaction au ministère de la culture ; - n° 1626 : la publication au JOCE est avérée ; une dépense présentée deux fois a été retirée des dépenses retenues ; les dossiers ne sont pas encore soldés. <p>La DG REGIO a transmis par lettre du 19 mars 2008 ses conclusions dont il ressort que les éléments de réponse apportés sont satisfaisants. Indépendamment d'un problème dévolution de la maîtrise d'œuvre de travaux dans un monument historique (dossier « poursuite de l'aménagement intérieur du centre d'art du domaine de Kerguehennec »), qui a été traité de manière</p>
---	--

	<p>transversale au niveau national, les seules réserves maintenues concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conclusion n° 8 portant sur l'opération n° 187 – SA Highware optical technologies –réalisation d'un bâtiment industriel (entreprise en liquidation judiciaire qui n'a pas rempli les conditions particulières figurant dans la convention) : les auditeurs considèrent que, la liquidation judiciaire étant intervenue en décembre 2005, soit quelques mois après l'établissement du CSF où il avait été constaté que le bénéficiaire n'avait pas rempli les conditions figurant dans la convention, l'autorité de gestion aurait du procéder au recouvrement du FEDER ; l'opération est donc considérée inéligible dans sa totalité et doit faire l'objet d'un signalement à l'OLAF ; les dépenses concernées doivent être déduites des dépenses certifiées à la Commission ;- le dossier « création d'une maison de l'emploi au site des Carmes » (n° 1626 et 1628) : les auditeurs ont demandé des éléments complémentaires sur la prise en compte des recettes et la preuve de la déduction de 82 934,10 € de dépenses considérées inéligibles des dépenses certifiées à la Commission européenne. <p>Pour le dossier 187, la mission a vérifié que le retrait des dépenses a bien été effectué dans PRESAGE et une fiche OLAF a bien été établie et transmise le 15 juillet 2008 au ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales.</p> <p>S'agissant des dossiers 1626 et 1628, l'autorité de gestion a précisé à la DG REGIO que les 82 934,10 € de dépenses inéligibles avaient été écartés lors du CSF de solde du dossier 1628 ; elle a fourni une analyse des recettes réalisée par les services de la trésorerie générale qui conclut au maintien de la subvention.</p>
1.4. Déroulement de la mission	
Entretiens réalisés	<p>Le préfet de la région Bretagne ; la secrétaire générale pour les affaires régionales ; le chargé de mission Europe et les agents chargés de la gestion et du contrôle du FEDER ; le trésorier-payeur général de région et ses collaborateurs ; les services des bénéficiaires de subvention globale : conseil régional, OSEO-Innovation, ADEME ; les services instructeurs : DRIRE, CRCI, ARIARCA, DRE, DRAC, préfecture d'Ile et Vilaine. Des visioconférences ont été organisées avec les préfectures et sous préfectures des Côtes d'Armor, du Finistère et du Morbihan.</p> <p>La mission a également eu un entretien avec le président du conseil régional, le directeur général des services et ses principaux collaborateurs.</p>
Nombre de dossiers examinés par la mission (1) Cf. annexe n° 1, fiches d'examen des dossiers examinés par la mission	38
Nombre total de dossiers programmés à la date de l'audit (2)	3476
Taux d'examen des dossiers programmés (3= 1 / 2)	1,09 %
Nombre de dossiers examinés par la mission ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage terminé (4)	13
Nombre total de dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage terminé à la date de l'audit (5)	158
Taux d'examen des dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage (6 = 4 / 5)	8,23 %
Montant des dépenses totales programmées des opérations examinées par la mission (7)	90 634 776,15
Montant des dépenses totales programmées (8)	1 508 630 903,47

Taux d'examen des dépenses programmées (9 = 7 / 8)	6,01 %
--	--------

II. Audit du système de gestion et de contrôle

2.1. Vérification de la piste d'audit

2.1.1. Instruction

Constat de la mission	Demandes de la mission	Réponses AG/AP	Conclusions IGA
Présence d'un rapport d'instruction comportant les avis justifiés des services dans les dossiers ou dans PRESAGE			
Des éléments d'instruction figurent dans les dossiers ou dans PRESAGE. Néanmoins, la mission a constaté, y compris dans des dossiers récents, que les éléments d'instruction versés aux dossiers étaient parfois très succincts, ce qui ne facilite ensuite ni l'élaboration de conventions (annexes techniques et financières) précises, ni le contrôle de service fait (cf. annexe 1, dossiers n°10329, 10238, 9782).	Veiller, à l'avenir, à formaliser systématiquement l'instruction sous la forme d'un rapport-type d'instruction versé au dossier et repris dans PRESAGE. Celui-ci devra préciser, outre une description de l'opération, la vérification de l'éligibilité, détailler les postes de dépenses prévus et intégrer correctement les recettes en diminution de l'assiette éligible.	Un rapport-type d'instruction sera élaboré et inclus dans le guide des procédures 2007/2013. Son utilisation sera explicitée lors des formations à destination des services instructeurs.	Dont acte.
Les avis des services consultés lors de l'instruction sont saisis dans PRESAGE. Dans certains cas, si certaines réserves formulées au cours de l'instruction sont indiquées, rien n'indique les éléments qui ont conduit à programmer malgré tout l'opération (cf. annexe n° 1 dossier n° 9804).	Faire figurer dans PRESAGE les éléments ayant justifié la levée des réserves formulées à un stade de l'instruction.	Cette recommandation sera à nouveau rappelée aux services instructeurs et insérée dans les fiches actions du guide des procédures 2007/2013.	Dont acte.
La mission a trouvé trace, dans certains dossiers, d'une articulation avec le contrôle de légalité, qui, toutefois, n'est pas généralisée.	Systématiser l'articulation avec le contrôle de légalité : la mission Europe doit être informée de tout problème identifié au titre du contrôle de légalité (en amont ou en aval de la programmation) afin de pouvoir en tirer toute conclusion utile sur la subvention FEDER allouée. Trace de cette	Ce point spécifique sera rectifié pour 2007/2013. Cet aspect est prévu dans le guide des procédures en cours d'écriture : - dans la fiche- action instruction - dans le modèle de rapport d'instruction - dans une fiche navette spécifique entre les services qui devra figurer au dossier ; cette fiche	Dont acte.

	articulation doit figurer dans PRESAGE ou dans le dossier.	fera l'objet d'un point de contrôle lors des CQG.	
Examen suffisant des projets au regard du DOCUP et du complément de programmation (éligibilité)			
Oui. La mission n'a pas identifié, pour les dossiers qu'elle a examinés, de problèmes significatifs en ce qui concerne l'éligibilité			
Toutefois, certains dossiers ne comprennent aucune mention de l'examen de leur éligibilité (cf. annexe 1, dossiers n° 7932, 10329).	Cf. ci-dessus.	Ce point fera partie du rapport d'instruction type et du contenu des formations à destination des services instructeurs (cf. ci-dessus).	Dont acte.
La mission n'a trouvé aucune trace de la vérification du respect de la règle d'éligibilité n°8 (notamment § 2.1 et 2.2) sur les fonds de prêt (règlement n° 448/2004 du 10 mars 2004) dans le dossier 3777 (cf. annexe 1).	Répondre à la fiche d'examen de ce dossier. Recenser les dossiers de même type ; vérifier le respect de cette règle ; s'assurer que les bénéficiaires ultimes ont bien été informés du financement européen ; informer la mission, opération par opération, des résultats de ces vérifications.	Cf. réponse à la fiche d'analyse du dossier n° 3777.	Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.
2.1.2. Programmation			
Présence dans les dossiers d'une trace des décisions de programmation			
Oui.			
Le cas échéant, modification de la maquette pour tenir compte de l'avancement du programme			
Oui. La dernière maquette validée par la Commission européenne date de juin 2007.			
Suivi des taux de financement FEDER par rapport aux taux moyens par mesure inscrits dans le DOCUP			
Oui. Il n'y a un (très) léger dépassement que sur la mesure 53.	Maintenir la vigilance sur ce point.	Il est pris acte.	
Suivi des taux de consommation par axe et par mesure			
Oui. Un suivi attentif est assuré, y compris dossier par dossier pour les opérations les plus importantes risquant de connaître des retards.			

2.1.3. Engagement

Présence dans les dossiers des actes attributifs de subvention comportant l'inscription explicite de la participation européenne et des obligations qui en résultent

<p>Oui. La qualité des actes attributifs de subvention est correcte.</p> <p>Dans le cadre des conventions de l'autorité de gestion avec la CRCI et l'ARIARCA, chargées de l'instruction de certains types de dossiers, il est prévu que, après programmation en CRPE, ces deux organismes conventionnent directement avec les bénéficiaires ultimes des subventions (cf. annexe 1, dossiers n° 9818, 9764, 10208, pour l'ARIARCA, 4298, 9589, 9715, 9716 pour la CRCI).</p>	<p>La mission a pris note que ce dispositif, qui ne s'inscrit ni dans un schéma de subvention globale ni dans un schéma de service instructeur, ne serait pas renouvelé lors de la prochaine programmation et s'en félicite. Elle demande à l'autorité de gestion de confirmer ce point.</p>	<p>L'autorité de gestion confirme que ces dispositifs ne seront pas reconduits pour la période 2007/2013.</p>	<p>Dont acte.</p>
<p>Pour un dossier à maîtrise d'ouvrage Etat, il n'existe pas d'acte attributif de subvention (cf. annexe 1, dossier n° 3997).</p>	<p>A l'avenir, pour ce type de dossiers, à défaut de convention, le service doit s'engager par écrit à respecter les règles européennes figurant habituellement dans les actes attributifs de subvention.</p>	<p>Il est pris acte que pour les dossiers assistance technique, lorsqu'il y aura maîtrise d'ouvrage Etat pour une mission particulière ou une prestation de service, une convention identique à la convention-type sera utilisée.</p>	<p>Dont acte.</p>
<p>La mission a constaté que les conventions en paiement alternatif avaient enfin été, conformément aux demandes de la mission précédente et de la DG REGIO, bien mises en conformité.</p> <p>Néanmoins, il semble que, dans le cadre de la subvention globale d'OSEO-Innovation, cette mise en conformité n'ait concerné qu'une partie des dossiers (cf. annexe 1, dossier n° 9625).</p>	<p>La mission demande que l'ensemble des opérations en paiement alternatif d'OSEO-Innovation, fassent l'objet, à partir d'une requête PRESAGE (liste éditée sur place le 7 janvier 2008 à la demande de la mission), d'une vérification systématique afin de mettre en conformité, si besoin est, les actes attributifs de subvention depuis le début de la programmation.</p> <p>Les dépenses des dossiers en paiement alternatif non mis en conformité doivent être exclues des dépenses certifiées à la</p>	<p>Le 17 janvier 2008, un courrier du préfet de région a été adressé à OSEO lui demandant de se mettre en conformité.</p> <p>Le 7 février 2008, l'autorité de gestion a transmis à la CICC les copies des lettres adressées aux bénéficiaires par OSEO à la suite des vérifications effectuées par cet organisme pour l'ensemble des opérations en paiement alternatif.</p> <p>OSEO ayant apporté la preuve de l'envoi des documents, les dépenses n'ont pas été retirées de PRESAGE.</p>	<p>La réponse est satisfaisante. La mission se félicite de la célérité et de la qualité de la réaction de l'autorité de gestion.</p>

	Commission européenne. Elles ne pourront y être réintégrées que sur production à la CICC-FS des lettres adressées aux bénéficiaires les informant que la subvention allouée s'inscrit dans un programme cofinancé par le FEDER et qu'ils doivent respecter les obligations en résultant : comptabilité séparée, publicité du financement européen, durée de conservation des pièces, obligation de se soumettre aux contrôles nationaux et communautaires. Si le retrait de ces opérations se traduit par un déséquilibre de la maquette en réalisation ou par un dégagement d'office il appartiendra à l'autorité de gestion d'en faire supporter les conséquences financières à OSEO-Innovation.		
Présence et caractère suffisamment précis des annexes techniques et financières des actes attributifs de subvention			
Oui, en général. Cependant pour quelques dossiers, les annexes techniques ou financières restent insuffisamment détaillées. Les postes de dépenses, notamment, ne sont pas assez précis (cf. annexe 1 dossiers n° 7951, 9782, 10068, 10329).	Veiller, à l'avenir, à une meilleure précision des annexes techniques, notamment en ce qui concerne les postes de dépenses des projets financés.	Le modèle type d'annexe technique 2007/2013 comprendra des indications plus précises afin que les services instructeurs les renseignent de façon plus complète. Il en est de même pour l'annexe financière type qui comportera les postes de dépenses prédéterminés.	Dont acte.
Présence des intentions ou décisions de cofinancements dans les dossiers			
Oui. Malgré la complexité des problèmes de cofinancements, un excellent suivi est effectué par les services.			

<p>Oui, la mission a noté, à la suite des recommandations précédentes et de celles formulées par la DG REGIO, des progrès dans l'utilisation des documents-types de CSF et dans la qualité de ces derniers.</p> <p>L'utilisation du CSF-type a été rendue obligatoire par le SGAR, mais cette consigne ne semble pas encore, y compris pour des dossiers récents, complètement intégrée dans la pratique quotidienne de tous les acteurs concernés (cf. annexe 1, dossiers 9516, 9531 etc.).</p> <p>La mission a constaté pour un dossier de l'assistance technique, que le CSF était en fait une simple liquidation de la dépense (cf. annexe 1, dossier n° 3997).</p>	<p>Utiliser systématiquement le CSF type, y compris pour les acomptes.</p> <p>L'autorité de paiement déléguée doit désormais exiger que lui soient fournis des CSF conformes à ce document-type ou de qualité au moins équivalente, y compris pour les acomptes.</p> <p>Veiller à établir, à l'avenir, pour ce type d'opérations, un CSF en bonne et due forme.</p>	<p>La notion de certificat d'acompte n'existe plus depuis janvier 2007, date d'envoi officiel du CSF unique.</p> <p>Pour 2007/2013, le CSF unique continuera d'être imposé.</p> <p>En accord avec l'autorité de certification, tout document non conforme sera rejeté.</p> <p>Il est pris acte de cette observation. Désormais, toutes les rubriques du CSF type seront renseignées ou adaptées en raison de la spécificité des opérations relevant de cette mesure.</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p> <p>La réponse est satisfaisante.</p>
---	---	---	--

Oui. Néanmoins, dans plusieurs dossiers examinés par la mission, aucune pièce relative aux marchés publics ne figurait ; ces pièces n'ont pas été demandées lors des CSF et n'ont donc pas fait l'objet d'un contrôle (cf. annexe 1, dossiers n° 6742, 9523, 9782, 10068, 10329). Ce point a été identifié par les contrôleurs « 5 % » (cf. annexe 1, dossier n° 6742).	Veiller, à l'avenir, à ce que les pièces relatives aux marchés figurent dans les dossiers et fassent l'objet d'une vérification lors du CSF : preuves du respect des obligations en matière d'appel à la concurrence (avis BOAMP, JOCE...), procédure de sélection du titulaire, cahier des charges, compte rendu des commissions d'appel d'offres et acte d'engagement.	Pour 2000/2006, un courrier sera adressé aux services instructeurs leur demandant d'intégrer les pièces de marché pour les dossiers concernant des investissements importants. Les recommandations de la CICC seront reprises dans le guide des procédures et lors des formations à destination des services instructeurs.	La réponse est satisfaisante.
--	---	--	-------------------------------

Oui. Ce point, essentiel, est désormais bien intégré dans la pratique des services.		
---	--	--

Suivi du paiement effectif des cofinancements publics nationaux et présence des pièces correspondantes dans les dossiers			
Oui. Ce suivi est bien assuré, malgré les difficultés qui résultent, pour les services mais aussi pour les porteurs de projets, d'une absence d'harmonisation suffisante des modalités d'intervention des différents cofinanceurs (assiettes éligibles, notamment).	La mission ne peut que souhaiter une meilleure harmonisation des conditions d'intervention des cofinanceurs (UE, Etat, conseil régional et autres collectivités territoriales...), notamment en matière d'assiette éligible, afin de simplifier l'accès à ces financements pour les porteurs de projet, de faciliter le travail des services instructeurs et de limiter les risques d'erreur.	L'autorité de gestion prend acte de ce souhait. L'attention des partenaires a été appelée sur ce point lors de la rédaction du DOMO. Les réunions de CRPE seront également l'occasion de rappeler ce souhait.	Dont acte. Dont acte.
Détermination précise du montant des dépenses éligibles réalisées			
Oui.			
Vérification, lors du contrôle, du montant des dépenses réalisées, de leur éligibilité au sens de la convention ou de l'arrêté attributif de subvention et de leurs annexes techniques et financières ; le cas échéant, précision sur les motifs pour lesquels des dépenses ont été écartées, de même que sur le montant de ces dépenses			
Oui. Dans un petit nombre de cas, les motifs pour lesquels des dépenses ont été écartées ne sont pas clairement précisés (cf. annexe 1, dossiers n° 9523, 10329). Dans un dossier de fonds de prêt (n° 3777), le respect de la règle d'éligibilité n°8 n'a pas été vérifié lors du CSF (cf. § 2.1.1).	Corriger ce point. Cf. § 2.1.1.	La dernière version du CSF (janvier 2007) comprend un tableau détaillant les dépenses écartées et les motifs de rejet. L'attention des services sera appelée sur la façon de remplir ce document. Cf. réponse à la fiche d'analyse du dossier n° 3777.	La réponse est satisfaisante. Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.
Caractère suffisant du dispositif de visites sur place dans le cadre du contrôle du service fait			
Oui. Ce point, relevé par la précédente mission et par l'audit de la DG REGIO, est désormais bien pris en compte. En ce qui concerne les dossiers examinés par la mission, sur 31 opérations soldées comportant des réalisations matérielles, 13 ont fait l'objet d'une visite sur place.			

Présence d'une trace écrite des visites sur place dans les dossiers			
Oui. Toutefois, la mission a recensé dans PRESAGE, pour quatre des opérations qu'elle a examinées, une mention des visites sans que des traces de celles-ci soient conservées dans les dossiers (cf. annexe 1 dossiers n° 1840, 6459, 7951, 9351).	Verser systématiquement aux dossiers les comptes rendus des visites sur place.	Cette recommandation sera intégrée dans le guide 2007/2013.	Dont acte.
Caractère complet et conclusif des rapports de contrôle de service fait			
Oui, la mission a constaté une amélioration sensible de ce point de vue.	La vérification systématique, par l'autorité de paiement déléguée, de l'utilisation du CSF type ou d'un document de qualité au moins équivalente permettra de parachever cette évolution positive (Cf. ci-dessus).	Ce contrôle est opéré systématiquement lors des contrôles de cohérence préalables aux appels de fonds par l'autorité de paiement déléguée.	La réponse est satisfaisante. La mission souligne qu'il convient d'éviter de concentrer ces vérifications sur la période précédant immédiatement les appels de fonds.
2.1.5. Contrôle qualité de la gestion et dispositif d'alerte			
Caractère suffisant et clairement formalisé du dispositif de contrôle qualité de l'autorité de gestion			
Oui. 621 contrôles qualité gestion avaient été conduits à la date du passage de la mission. Les fiches de contrôle-type sont satisfaisantes et les conclusions des contrôles permettent d'améliorer le fonctionnement du dispositif de gestion et de contrôle (utilisation des CSF-type, complétude des dossiers, recommandations sur l'instruction...).	Maintenir cet effort et veiller à la réactivité des services et à ce que des suites appropriées soient données sans délai. Organiser les différents types de contrôles (par sondage, qualité gestion et qualité certification) pour éviter les contrôles redondants sur les mêmes dossiers.	Il est pris acte de cette observation. L'organisation des contrôles s'effectue au sein de l'instance régionale de contrôle et une procédure existe entre les différents services pour éviter toute redondance. L'autorité de gestion restera vigilante sur ce point.	Dont acte. La réponse est satisfaisante.
Contrôle de la qualité de gestion des organismes bénéficiant d'une subvention globale			
Oui. Les trois bénéficiaires de subvention globale ont mené des contrôles qualité gestion. Selon le rapport annuel sur les contrôles, au 31 décembre 2006, ces contrôles avaient porté sur 19 opérations pour l'ADEME, 2 pour OSEO-Innovation (absence de référence au FEDER	Transmettre systématiquement les fiches contrôle qualité à l'autorité de paiement déléguée (ce qui semble être le cas) et au SGAR (ce qui paraît moins systématique). Veiller à ce que les contrôles qualité gestion OSEO-Innovation reprennent en 2008, après	Cette procédure va être généralisée pour 2007/2013. Cette obligation sera précisée dans la convention de subvention globale signée avec les organismes intermédiaires. En ce qui concerne les contrôles qualité gestion, un service spécialisé du siège OSEO a diligencé	Dont acte. La mission rappelle que ce point s'applique également au programme objectif 2 pour 2000-2006.

dans la convention relevée par un de ces contrôles) et 77 pour le conseil régional.	leur interruption en 2007.	13 contrôles qualité de gestion, contrôles qui seront transmis prochainement au SGAR.	
Dispositif d'alerte			
Oui. Un suivi général des échéances est assuré à partir de PRESAGE, ce suivi étant individualisé et renforcé, notamment pour certaines opérations pour lesquelles des risques de retard ont été identifiés.			
Caractère adéquat des suites données si les contrôles qualité gestion ont conclu à l'inéligibilité de certaines opérations ou de certaines dépenses			
Oui. Le rapport annuel sur les contrôles au 31 décembre 2006 met bien en lumière les corrections apportées.			
Caractère adéquat des suites données si les contrôles qualité gestion ont conclu à des erreurs ou des failles systémiques			
Oui.			
2.1.6. Conclusions sur la vérification de la piste d'audit			
La mission a constaté un bon niveau de mobilisation et de vigilance des services instructeurs et une forte implication du SGAR pour répondre aux demandes précédentes de la CICC-FS et de la DG REGIO. Les principales demandes de la mission portent sur les points suivants et concernent, pour partie, le parachèvement de démarches engagées par l'autorité de gestion : <ul style="list-style-type: none">- améliorer encore la formalisation de l'instruction des dossiers (analyse de l'éligibilité des opérations, notamment) et la précision des annexes techniques et financières des conventions, notamment en ce qui concerne les postes de dépenses) ;- améliorer l'articulation avec le contrôle de légalité et conserver dans les dossiers les principales pièces de marché publics ;- mieux formaliser les différentes phases de traitement des dossiers d'assistance technique ;- utiliser systématiquement le CSF-type ou un document de qualité au moins équivalente, l'autorité de paiement déléguée devant veiller au respect de cette exigence, même pour les acomptes.	Concernant les principales demandes de la mission sur la piste d'audit, le nécessaire sera fait : <ul style="list-style-type: none">- pour le programme 2000/2006 sous forme de rappel aux services instructeurs des instructions données par le document "actualités régionales n°s 8 et 9" et lors d'une réunion de restitution des observations de la mission CICC et de préparation de la clôture du programme.- pour le programme 2007/2013 au moyen :<ul style="list-style-type: none">- du guide de procédures via les fiches actions et les documents types ;- des actions de formation à destination des services instructeurs ;- des réunions techniques organisées régulièrement avec les services instructeurs.	Cf. ci-dessus. Les réponses apportées sont satisfaisantes.	

<p>Par ailleurs la mission demande le recensement et la vérification des dossiers de fonds de prêt (application de la règle d'éligibilité n° 8).</p> <p>Enfin, il semble que, sur un point, les demandes réitérées des missions précédentes n'aient pas été complètement mises en œuvre : il s'agit des paiements alternatifs dans le cadre de la subvention globale OSEO-Innovation. Les dépenses de ces dossiers non mis en conformité doivent être exclues des dépenses certifiées à la Commission européenne. Elles ne pourront y être réintégrées que sur production à la CICC-FS des lettres adressées aux bénéficiaires (liste éditée sur place le 7 janvier 2008 à partir de PRESAGE) les informant que la subvention allouée s'inscrit dans un programme cofinancé par le FEDER et qu'ils doivent respecter les obligations en résultant. Si le retrait de ces opérations se traduit par un déséquilibre de la maquette en réalisation ou par un dégagement d'office il appartiendra à l'autorité de gestion d'en faire supporter les conséquences financières à OSEO-Innovation.</p>	<p>Sur la vérification de l'utilisation du CSF type, le contrôle est opéré systématiquement par l'autorité de paiement lors des contrôles de cohérences préalables aux appels de fonds y compris pour les acomptes.</p> <p>Les dossiers ont été recensés, la vérification de l'éligibilité est en cours, une réponse complémentaire sera adressée à la mission d'audit sur ce point.</p> <p>Concernant OSEO, une procédure particulière est mise en œuvre par l'autorité de gestion pour s'assurer de la conformité des dossiers et du respect des procédures.</p> <p>L'autorité de gestion a adressé le 17 janvier 2008 un courrier à OSEO lui demandant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la production de toutes les lettres de rappels adressées aux bénéficiaires de subventions des dossiers financés par les fonds publics nationaux en contrepartie du FEDER - ces courriers ont été transmis à la CICC le 7 février 2008, - la mise en œuvre d'un plan de reprise de la mesure 35 avec vérification de tous les dossiers programmés et réalisation d'un contrôle qualité gestion pour 13 dossiers, - un rapport qualitatif et quantitatif de l'ensemble du travail effectué par OSEO. 	<p>Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.</p> <p>Les mesures prises sont satisfaisantes.</p> <p>Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.</p>
---	--	--

2.2. Validité des contrôles des dépenses par sondage au titre de l'article 10 du règlement 438/2001			
2.2.1. Représentativité de l'échantillon contrôlé			
Caractère approprié des contrôles en ce qui concerne la couverture par année de programmation			
Oui.			
<i>par mesure</i>			
Oui. Depuis l'audit de la DG REGIO, des contrôles ont été diligentés par le conseil régional sur la mesure 26 afin de rétablir l'équilibre des contrôles effectués par mesure.			
<i>par type de maître d'ouvrage</i>			
Oui.			
<i>par taille d'opération</i>			
Oui.			
<i>par zone géographique</i>			
Oui.			
Prise en compte de facteurs de risque pertinents			
Oui.			
Contrôle des principaux organismes impliqués dans la mise en œuvre du programme (délégations de gestion et bénéficiaires importants)			
Oui.			
Répartition des contrôles sur toute la durée du programme			
Oui. Les contrôles ont commencé en 2003.	Prévoir le contrôle d'opérations comportant des dépenses réalisées en 2008. Ces contrôles devront être achevés avant l'envoi du dossier de clôture au ministère de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'outre-mer.	Des contrôles d'opérations comportant des dépenses réalisées en 2008 seront réalisés au plus tard au cours du 1 ^{er} trimestre 2009.	La réponse est satisfaisante.
2.2.2. Réalisation des contrôles par sondage			
Caractère suffisamment indépendant (par rapport aux services de mise en œuvre) des services qui effectuent les contrôles, pour éviter tout conflit d'intérêt			
Oui.			

<p>Les contrôles sont effectués par le bureau des contrôles de la mission Europe avec, dans un certain nombre de cas, des auditeurs de la TGR, des équipes départementales habilitées par le préfet de région, fonctionnellement indépendantes des services gestionnaires. Tous sont formés pour garantir l'homogénéité des rapports de contrôle. La phase contradictoire est engagée par l'unité contrôle du SGAR qui conclut les contrôles.</p> <p>Pour le conseil régional, les contrôles sont pilotés par le service des fonds structurels européens qui dépend de la direction des affaires juridiques, et exécutés par des prestataires externes : CNASEA (mesure 26) et la CDC pour les trois autres mesures. L'indépendance fonctionnelle des contrôleurs par rapport aux agents qui assurent le contrôle de service fait a été vérifiée.</p>			
Pourcentage des dépenses des dossiers contrôlés égal ou supérieur à 5 % des dépenses totales éligibles enregistrées			
<p>Oui.</p> <p>Au 26 octobre 2007, 158 rapports de contrôle étaient achevés, pour 3476 opérations programmées.</p> <p>Le taux de dépenses contrôlées par rapport aux dépenses déclarées s'établissait à 6,51 % au 4 janvier 2008.</p> <p>La mission rappelle que les états issus de PRESAGE prennent en compte, pour le calcul du taux de contrôle les dépenses certifiées lors du dernier appel de fonds archivé et les dépenses contrôlées actualisées, ce qui a pour effet de majorer artificiellement le taux de contrôle (7,37 % dans l'état A1 communiqué à</p>			

la mission).			
Pourcentage calculé sur la base des dépenses ayant fait l'objet de contrôles sur le terrain jusqu'au niveau du bénéficiaire ultime			
Oui.			
Pourcentage calculé, pour chaque opération, sur la base du contrôle de l'intégralité des dépenses ou d'une approche par sondage conforme aux normes d'audit reconnues			
Oui. Depuis le passage de la DG REGIO, il n'y a plus de démarche d'échantillonnage pour les contrôles par sondage.			
Qualité des différentes étapes des contrôles (notamment la phase contradictoire et la transmission des rapports aux acteurs concernés)			
Oui. La procédure contradictoire est satisfaisante et intègre un aspect pédagogique, tant avec les services instructeurs qu'avec les maîtres d'ouvrage. Les rapports sont transmis à l'autorité de paiement déléguée, afin qu'elle puisse s'assurer de l'effectivité des suites appropriées.			
Prise en compte, par les contrôleurs, des recommandations concernant l'activité de contrôle formulées lors des audits (Commission européenne, Cour des comptes européenne, CICC-FS)			
Oui. Les demandes de la mission précédente et de la DG REGIO ont été mises en œuvre dans des conditions satisfaisantes, notamment pour homogénéiser les plans de contrôle entre le SGAR et le conseil régional.			
Examen de la piste d'audit dans le cadre des rapports de contrôle.			
Oui. Les rapports de contrôle suivent l'ensemble de la piste d'audit et prennent la forme de deux rapports provisoires, le premier étant envoyé au service instructeur, le second au maître d'ouvrage. Les rapports de contrôle du conseil régional sont établis sur le même modèle.			

Qualité suffisante et caractère conclusif des rapports de contrôle			
<p>Oui.</p> <p>Les rapports de contrôle sont normalisés, à partir d'un document-type détaillé (de type check-list) et de bonne qualité.</p> <p>Les rapports, qui sont conclusifs, gagneraient à intégrer un tableau financier récapitulatif.</p> <p>Compte tenu du dispositif mis en place, les rapports sont moins homogènes en ce qui concerne les contrôles du conseil régional. Cependant, la mission a noté que des fiches de procédure très claires ont été dispensées aux contrôleurs du conseil régional.</p>	<p>Intégrer, en fin de rapport un tableau récapitulatif des dépenses retenues et écartées par poste de dépenses avec l'indication des motifs qui ont conduit à les écarter ; ce tableau, à plusieurs colonnes (constat/interrogation des contrôleurs, réponse, conclusion du contrôle), peut constituer un outil pour la procédure contradictoire.</p>	<p>Le rapport de contrôle type sera modifié en ce sens.</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p>
2.2.3. Suites données aux contrôles par sondage			
Mise en œuvre des recommandations des contrôles			
<p>Oui.</p> <p>La mission s'est cependant interrogée à propos de deux dossiers examinés.</p> <p>Dans un cas, les suites données (sans incidence financière) sont difficiles à identifier (cf. annexe 1, dossier n° 6549) ; dans le second cas, l'ordre de reversement n'a pas été émis (cf. annexe 1, dossier n°3997).</p>	<p>Répondre aux fiches d'examen de ces dossiers. .</p>	<p>Cf. réponses aux fiches d'examen de ces dossiers.</p>	<p>Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.</p>
Correction des erreurs et irrégularités identifiées par déduction effectuée sur la déclaration de dépenses à la Commission européenne			
<p>Oui. Le total des dépenses irrégulières constatées s'élevait, au 26 octobre 2007 à 2 255 453,27 € et le total des ordres de reversement (FEDER) émis à 952 660,88 €</p>			
Mesures adéquates prises pour corriger les faiblesses et pour mettre en évidence et corriger les dépenses non conformes, quand des dysfonctionnements matériels dans les systèmes de gestion et de contrôles susceptibles d'avoir des répercussions sur la régularité des dépenses ont été mis en lumière			
<p>Oui.</p>			

Des tableaux de bord de suivi des contrôles permettent de mettre en évidence les faiblesses identifiées, qui font l'objet d'une communication avant chaque CRPE et d'une réunion annuelle de tous les contrôleurs pour tous les types de contrôle. D'autre part, des mesures concrètes ont été prises pour améliorer la piste d'audit et la gestion d'opérations (amélioration du CSF, notamment).			
Signalement à l'OLAF des irrégularités portant sur un montant de subvention supérieur à 4 000 €(10 000 €pour les signalements effectués à partir du 1^{er} janvier 2006)			
Oui. Au 26 octobre 2007, sept signalements d'irrégularité avaient été faits à l'OLAF à la suite des contrôles par sondage.			
Evaluation par les contrôles de la nature des erreurs identifiées de manière à déterminer s'il s'agissait d'erreurs systémiques			
Oui.			
Mesures nécessaires prises, lorsque des erreurs ou irrégularités présentaient un caractère systémique, pour identifier les autres cas, pour apporter les corrections nécessaires et prendre les mesures nécessaires en vue du recouvrement			
Oui.			
Lorsque les contrôles ont révélé un taux d'erreurs supérieur à 2 % de l'ensemble des dépenses contrôlées, analyse de la nature de ces erreurs et examen de la possibilité d'effectuer d'autres contrôles visant à mieux déterminer et à mieux quantifier l'ampleur des problèmes			
Le taux de dépenses irrégulières constaté sur les contrôles terminés au moment du passage de la mission s'élevait, selon les données adressées à la mission, à 2,78 %. L'examen sur place des données des contrôles a conduit à corriger ce taux à 2,5 % (cf. § suivant). Ce taux, supérieur à la norme tolérée de 2 %, est dû à deux opérations : n° 1204, mesure 36, sur laquelle un montant de dépenses irrégulières de 1 760 265,89 €a été constaté ; n° 25, mesure 34, pour une dépense irrégulière de 363 863,85 € Au total, les dépenses irrégulières de ces			

<p>deux opérations représentent environ 93 % des dépenses irrégulières totales constatées lors des contrôles par sondage.</p> <p>Les résultats des autres contrôles menés sur les mesures concernées (33 contrôles sur la mesure 34 et 7 sur la mesure 36) montrent qu'il s'agissait de problèmes isolés qui ne remettent pas en cause le fonctionnement du système de gestion et de contrôle.</p>			
Fiabilité des états statistiques sur les contrôles			
<p>La mission a constaté un certain nombre d'incohérences dans le tableau statistique B1, liées en général à des problèmes de saisie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - montant des dépenses contrôlées erroné car non écrêté (dossiers 378, 1652 et 2783) ; - montant de dépense totale irrégulière surévaluée (dossier 378, surfinancement) ; - montant de FEDER indu erroné : surévalué (dossiers n° 203 : 2 241,26 € de FEDER indu ; n° 378 : 336 € ; n° 1109 : 1 197,41 € ; n° 1204 : 556 368,83 €) ; ou sous-évalué (dossiers n° 1742 : 1 231 € de FEDER indu ; n° 2454 : 3 329 €). <p>L'état statistique a été corrigé lors du passage de la mission.</p> <p>Ces corrections et l'enregistrement de nouveaux contrôles, notamment sur les mesures 26 et 36, aboutissent à constater taux de dépenses irrégulières réduit à 2,50 % au 10 janvier 2008.</p>	<p>La mission demande la plus grande vigilance lors de la saisie des contrôles dans PRESAGE, et la vérification systématique de la cohérence des données de l'état récapitulatif B1, dont la fiabilité est essentielle dans la perspective de la clôture du programme.</p>	<p>La cellule contrôles a repris l'ensemble des saisies sur PRESAGE afin de s'assurer de leur cohérence avec les conclusions des contrôles.</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p>

2.2.4. Conclusions sur la procédure de contrôles par sondage			
<p>Le dispositif de contrôles par sondage est adéquat et fonctionne de manière satisfaisante.</p> <p>La mission formule seulement deux demandes :</p> <ul style="list-style-type: none">- ajouter en conclusion des contrôles un tableau financier récapitulatif des dépenses retenues et écartées ;- veiller à la totale fiabilité des états statistiques des contrôles. <p>Deux dossiers appellent, par ailleurs, des réponses précises et convaincantes quant aux corrections apportées après contrôle.</p>			
2.3. Fiabilité des chiffres certifiés à la Commission			
2.3.1. Utilisation de l'application PRESAGE			
Mise à jour régulière de PRESAGE			
Oui.			
Caractère correct de la saisie des montants de DTE figurant dans les certificats de contrôle du service fait			
Oui. Néanmoins, la rubrique ad hoc de PRESAGE n'est pas toujours correctement servie, mais les CSF figurent aux dossiers et les dépenses sont bien saisies ; cela est donc sans incidence sur la fiabilité des dépenses certifiées à la Commission.	Veiller à la cohérence et à l'exhaustivité des saisies dans PRESAGE avant l'archivage des opérations, notamment en ce qui concerne la rubrique spécifique sur les CSF.	Ce point de contrôle sera rappelé dans les fiches actions du guide des procédures, lors des formations des services instructeurs et plus particulièrement lors des formations PRESAGE.	Dont acte.
Saisie dans PRESAGE des corrections nécessaires à la suite des contrôles			
Oui. Les corrections liées au constat de dépenses irrégulières sont effectives et vérifiées par l'unité certification de la TGR.			
Suivi correct des recouvrements			
Oui. La mission a néanmoins noté que les états qui lui ont été remis faisaient apparaître des délais de recouvrement parfois très longs.	Veiller à corriger ce point avant la clôture : si certains recouvrements ne sont pas alors encore intervenus, il conviendra d'apporter toutes les explications nécessaires justifiant	Le suivi des restes à recouvrer est renforcé : le service recouvrement produits divers de la trésorerie générale a dressé un état des lieux précisant les mesures de recouvrement en cours	La réponse est satisfaisante.

	cet état de fait.	au 31/12/2007 ; il sera mis à jour trimestriellement, puis mensuellement au dernier trimestre 2008. De son côté, l'autorité de gestion assure le suivi des indus au regard des titres de perception qu'elle émet. Une enquête a été conduite auprès des organismes intermédiaires. Un tableau de suivi est actualisé régulièrement. Le contrôle de cohérence entre les données AP et AG est effectué.	
Caractère complet et précis des informations saisies dans PRESAGE			
Oui.			
Utilisation de PRESAGE pour les appels de fonds			
Oui.			
2.3.2. Contrôles qualité certification			
Transmission régulière et exhaustive à l'autorité de paiement déléguée des certificats de contrôle du service fait			
Les CSF n'avaient, jusqu'à une période récente, pas été envoyés systématiquement à l'autorité de paiement déléguée. Cette faiblesse, identifiée lors de la mission de mai 2005 et confirmée par l'audit de la DG REGIO de juillet 2006, a été corrigée. En effet, la mission a constaté que la TGR reçoit désormais, au fil de l'eau, tous les CSF, y compris pour les subventions globales et les paiements alternatifs, et demande, le cas échéant, les CSF manquants sur la base d'extractions mensuelles, issues de PRESAGE, des opérations mouvementées en dépenses totales.	Rappel du point évoqué au § 2.1.4 : l'autorité de paiement déléguée doit désormais exiger que lui soient fournis des CSF conformes au document-type ou de qualité au moins équivalente, y compris pour les acomptes. Dans le cas inverse, elle doit demander au service concerné de fournir un document conforme et aviser le SGAR.	Le contrôle est opéré systématiquement par l'autorité de paiement lors des contrôles de cohérence préalables aux appels de fonds y compris pour les acomptes.	La réponse est satisfaisante. La mission rappelle qu'il convient d'éviter de concentrer ces vérifications sur la période précédant immédiatement les appels de fonds (cf. § 2.1.4).

Mise en œuvre par l'autorité de paiement déléguée de contrôles qualité certification (contrôles de cohérence CSF/PRESAGE ; contrôles des pièces de dépenses sur un échantillon suffisant de dossiers) y compris, le cas échéant, pour les subventions globales			
<p>Les contrôles de cohérence effectués entre les CSF et les données de PRESAGE sont désormais systématiques.</p> <p>Une opération de reprise a été réalisée : des contrôles de cohérence portant sur 3 068 CSF ont permis de fiabiliser la base de données, à la suite des constats de la DG REGIO.</p> <p>En 2007, 548 CSF ont été contrôlés et les corrections nécessaires ont été effectuées avant appel de fonds.</p> <p>Les contrôles qualité certification des pièces de dépenses sur dossiers ont porté sur 18 dossiers en 2006 et 20 autres au 31 octobre 2007, portant sur plus de 18 millions d'euros de dépenses.</p>			
<p>La réactivité des services (rapidité et pertinence des réponses), bien que généralement satisfaisante, est variable.</p> <p>La mission a constaté qu'aucun contrôle qualité certification n'avait été opéré sur des dossiers d'OSEO-Innovation, mais qu'un contrôle était en cours à ce titre.</p>	<p>Cibler les contrôles qualité certifications sur les secteurs de fragilité identifiés par le SGAR, l'autorité de paiement déléguée, les contrôles par sondage et les audits de la CICC-FS et de la DG REGIO.</p> <p>Exclure des dépenses certifiées à la Commission européenne toute dépense sur laquelle les incertitudes n'ont pu être levées, quitte à les réintégrer lors de l'appel de fonds suivant (CSF non reçu, interrogations sur l'éligibilité ou le paiement effectif au bon créancier non levées à la suite d'un contrôle, du fait de la non réponse des services, ou d'une réponse non convaincante).</p>	<p>Le plan de contrôle sera établi en concertation avec le SGAR comme les années précédentes. Il sera axé sur ces secteurs identifiés comme fragiles ainsi que sur les services gestionnaires n'ayant pas encore été contrôlés par l'autorité de paiement.</p> <p>Dans le cadre des contrôles qu'elle diligente, l'autorité de paiement procède à l'exclusion des appels de fonds des dépenses pour lesquelles des incertitudes n'ont pu être levées.</p> <p>Afin de limiter dans le temps l'incidence des délais de réponse des services instructeurs contrôlés, la lettre d'envoi de conclusion provisoire à un contrôle précisera que si les diverses interrogations relevées par le contrôle ne sont pas levées avant le prochain appel de fonds, les dépenses en cause seront exclues de cet appel, quitte à les réintégrer lors de l'appel de fonds suivant.</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p> <p>La réponse est satisfaisante.</p>

Vérification des dépenses certifiées avant la mise en œuvre du protocole avec la TGR			
Sur 245 dossiers soldés avant la mise en œuvre du protocole passé avec la TGR, 29 contrôles qualité certification ont été effectués, portant sur 13,42 % des dépenses certifiées. Le taux d'erreur constaté est de 0,02 % (997 €). La correction correspondante a été opérée. Compte tenu de ces résultats, la mission considère que le niveau de vérification est suffisant.			
Caractère suffisant et clairement formalisé de ce dispositif de contrôle qualité			
Oui ; le document-type de contrôle est de bonne facture.			
Caractère adéquat des suites données si les contrôles qualité certification ont conclu à l'inéligibilité de certaines opérations ou de certaines dépenses			
Oui.			
Caractère adéquat des mesures correctives prises si les contrôles qualité certification ont conclu à des erreurs ou des failles systémiques			
Sans objet.			
Caractère probant de l'examen des dossiers auquel la mission a procédé à partir de l'appel de fonds du 26 octobre 2007 quant à la fiabilité des données certifiées à la Commission européenne.			
Oui.			
2.3.3. Conclusion sur la fiabilité des chiffres certifiés à la Commission européenne			
Les lacunes identifiées lors de l'audit de mai 2005, qui n'avaient pas encore été traitées lors de l'audit de la DG REGIO en juillet 2006, sont désormais totalement corrigées. La certification des dépenses à la Commission européenne s'appuie sur une utilisation satisfaisante de PRESAGE et sur une bonne organisation de l'activité et des contrôles de l'unité certification. Les demandes de la mission visent à conforter ce dispositif désormais satisfaisant : - veiller au recouvrement des indus : si certains recouvrements ne sont pas alors encore intervenus au moment de la clôture, il conviendra d'apporter toutes les explications nécessaires justifiant cet état de fait ; - exiger la production de CSF conformes au document-type ou de qualité au moins équivalente,		Un suivi attentif est mené par l'autorité de paiement et le SGAR sur le recouvrement des indus. Le contrôle est opéré systématiquement par	Cf. ci-dessus. Les réponses apportées sont satisfaisantes.

<p>y compris pour les acomptes ; dans le cas inverse, l'unité certification doit demander au service concerné de fournir un document conforme et aviser le SGAR ;</p> <p>- cibler les contrôles qualité certifications sur les secteurs de fragilité identifiés ;</p> <p>- exclure des dépenses certifiées à la Commission européenne toute dépense sur laquelle les incertitudes n'ont pu être levées, quitte à les réintégrer lors de l'appel de fonds suivant (CSF non reçu, interrogations sur l'éligibilité ou le paiement effectif au bon créancier non levées à la suite d'un contrôle, du fait de la non réponse des services, ou d'une réponse non convaincante).</p>		<p>l'autorité de paiement lors des contrôles de cohérence préalables aux appels de fonds y compris pour les acomptes</p> <p>Le plan de contrôle sera établi en concertation avec le SGAR comme les années précédentes et sera axé sur ces secteurs identifiés comme fragiles ainsi que sur les services gestionnaires n'ayant pas encore été contrôlés par l'autorité de paiement.</p> <p>Dans le cadre des contrôles qu'elle diligente, l'autorité de paiement procède à l'exclusion des appels de fonds des dépenses pour lesquelles des incertitudes n'ont pu être levées.</p>	
2.4. Observations sur les dossiers examinés par la mission			
<p>Les fiches d'analyse des dossiers figurent en annexe 1.</p>		<p>Répondre dossier par dossier.</p>	<p>Cf. note d'analyse des réponses aux observations formulées sur les dossiers examinés par la mission.</p>
II. Conclusion générale			
<p>Conclusions de la mission avant procédure contradictoire</p> <p>La mission a constaté un pilotage satisfaisant du programme par le SGAR, une implication des services et gestionnaires bénéficiaires de subventions globales, une bonne utilisation de PRESAGE, des contrôles par sondage satisfaisants et une activité désormais adéquate de l'unité certification de la trésorerie générale.</p> <p>Les points qui avaient été relevés lors de la mission de 2005 et les demandes de la DG REGIO en juillet 2006 ont bien été traités, à l'exception de la reprise des conventions des opérations en paiement alternatif d'OSEO-Innovation qui ne paraît pas avoir été complète. A cet égard, les dépenses des dossiers non mis en conformité doivent être exclues des dépenses certifiées à la Commission européenne. Si le retrait de ces opérations se traduit par un déséquilibre de la maquette en réalisation ou par un dégagement d'office il appartiendra à l'autorité de gestion d'en faire supporter les conséquences financières à OSEO-Innovation.</p>		<p>Conclusions de la mission après procédure contradictoire</p> <p>Les réponses apportées aux points soulevés par la mission sont satisfaisantes de même que les mesures prises à la suite de l'audit de la DG REGIO de juillet et septembre 2006.</p> <p>La mission attend simplement, avant le 30 novembre 2008, quelques informations sur les résultats des vérifications qui ont été lancées par l'autorité de gestion sur cinq des dossiers qu'elle a examinés.</p> <p>D'ores et déjà, compte tenu des travaux d'audit qu'elle a réalisés et des réponses apportées, la mission a une assurance raisonnable que le système fonctionne de manière efficace et que, par conséquent, les dépenses certifiées à la Commission dans le cadre des appels de fonds sont correctes.</p>	

<p>Pour le reste, les principales demandes de la mission portent désormais sur des ajustements limités d'un système globalement performant :</p> <ul style="list-style-type: none"> améliorer encore la formalisation de l'instruction des dossiers (analyse de l'éligibilité des opérations, notamment) et la précision des annexes techniques et financières des conventions, notamment en ce qui concerne les postes de dépenses) ; recenser et vérifier les dossiers de fonds de prêt (application de la règle d'éligibilité n° 8) ; améliorer l'articulation avec le contrôle de légalité et conserver dans les dossiers les principales pièces de marchés publics ; mieux formaliser les différentes phases de traitement des dossiers d'assistance technique ; utiliser systématiquement le CSF-type ou un document de qualité au moins équivalente, l'autorité de paiement déléguée devant veiller au respect de cette exigence, même pour les acomptes ; ajouter en conclusion des rapports de contrôle par sondage un tableau financier récapitulatif des dépenses retenues et écartées et veiller à la totale fiabilité des états statistiques des contrôles ; veiller au recouvrement des indus ; cibler les contrôles qualité certification sur les secteurs de fragilité identifiés. <p>La mission confirme enfin qu'il faut exclure des dépenses certifiées à la Commission européenne toute dépense sur laquelle les incertitudes n'ont pu être levées.</p> <p>Les actions menées par l'ensemble des acteurs ont permis des progrès significatifs, et de donner aux dépenses certifiées à la Commission européenne une assurance suffisante de fiabilité dans la perspective de la clôture du programme.</p> <p>La programmation étant quasiment terminée, les efforts doivent se maintenir sur le suivi des dossiers. La mission rappelle que la mobilisation doit se poursuivre jusqu'à la clôture du programme au 31/12/2008 afin que le dossier de clôture n'appelle pas de réserve.</p>	<p>Le présent rapport définitif après procédure contradictoire est transmis à la Commission européenne.</p>
--	---

